

N°88/CA du Répertoire

N° 2007-171/CA3 du Greffe

Arrêt du 16 août 2017

AFFAIRE :

DJEKINNOU M. RACHELLE

C/

**MAIRIE DE COTONOU ET
ETAT BENINOIS REPRESENTÉ
PAR L'AGENT JUDICIAIRE DU
TRESOR (AJT)**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif en date à Cotonou du 14 novembre 2007, enregistrée au secrétariat de la Chambre administrative le 09 novembre 2007 sous le numéro 1006/CS/CA, par laquelle Rachelle M. DJEKINNOU, ayant pour conseil, maître Antoine-Marie Claret BEDIE, avocat au barreau du Bénin, a saisi la haute Juridiction d'un recours en annulation de l'arrêté préfectoral année 2002/2/106/DEP-ATL/SAD du 22 mars 2002 et en condamnation solidaire de l'Etat béninois et de la commune de Cotonou au paiement de la somme de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA pour toutes causes de préjudices confondus ;



Vu la correspondance n°0063/GCS du 11 janvier 2008, par laquelle la requérante a été invitée à régulariser son recours par le timbrage de sa requête, conformément à la loi ;

Vu la correspondance n°0062/GCS du 11 janvier 2008, par laquelle mise en demeure a été adressée à la requérante, aux fins de consignation ;

Vu la correspondance n°0758/GCS du 28 avril 2011, par laquelle la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiquées au maire de la commune de Cotonou, pour ses observations ;

Vu la correspondance n°0759/GCS du 28 avril 2011, par laquelle la requête introductive valant mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiquées à l'Agent Judiciaire du Trésor (AJT), pour ses observations en défense.

Vu les lettres n°2095/GCS et 2096/GCS du 02 août 2012, par lesquelles le maire de la commune de Cotonou ainsi que l'Agent Judiciaire du Trésor (AJT) ont été respectivement mis en demeure d'avoir à produire à la Cour leur mémoire en défense ;



Vu la lettre N°963/PR/CC/AJT/BGC/DCA/SA du 04 septembre 2012, par laquelle l'Agent Judiciaire du Trésor (AJT) a donné suite à la mesure d'instruction, en adressant à la Cour son mémoire en défense ;

Vu la correspondance n°1574/GCS du 24 mai 2012, par laquelle la requérante a été invitée à produire à la Cour la preuve de la saisine de l'administration aux fins de décision préalable ;

Vu la lettre n°SCPA-C/AB/00692/13 du 18 juin 2013, par laquelle la requérante a, par l'organe de son conseil, maître Antoine M. Claret DEBIE, adressé à la Cour, la preuve de son recours gracieux ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Etienne FIFATIN** en son rapport ;

Ouï l'Avocat général **Nicolas P. BIAO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Sur la recevabilité

Considérant que la requérante au soutien de sa requête expose :

Que par arrêté préfectoral n°2/615/DEP-ATL/SG/SAD du 15 septembre 1995, elle est attributaire à titre de dédommagement, des parcelles "G" et "C" du lot 771 du lotissement de Dandji ;

Que sur la base de cet arrêté, la préfecture lui a délivré sur lesdites parcelles, les permis d'habiter n°2/510 et 2/509 du 30 juillet 1999 ;

Que suite à une action initiée contre elle par les hoirs GANDJO K. Gilbert, elle s'est rendue compte de l'existence d'un autre arrêté préfectoral, notamment l'arrêté n°2/106 du




22 mars 2002, lequel remet en cause ses titres, sans que cet arrêté lui ait été notifié auparavant ;

Que ce dernier arrêté préfectoral, pris dans ces conditions, sans que ne soient préalablement rapportés, les permis d'habiter 2/510 et 2/509 du 30 juillet 1999, à elle délivrés par la préfecture, est irrégulier ;

Qu'elle sollicite de la commune de Cotonou et de l'Etat béninois le paiement de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA, à titre de réparation des préjudices subis.

Considérant que la requérante, par l'organe de son conseil, soutient l'annulation de l'arrêté préfectoral année 2002/n°2/106/DEP-ATL/CAB/SAD du 22 mars 2002, moyen tiré de ce que la procédure ayant abouti à sa prise est irrégulière ;

Que ledit arrêté entrepris est manifestement illégal, motif pris de ce que l'Administration ne peut attribuer à une tierce personne des parcelles qu'elle-même a précédemment cédées à une autre et constatées au profit de cette dernière par la délivrance de permis d'habiter ;

Que les préjudices subis étant d'ordre financier et moral, ils méritent réparation à hauteur de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA.

Considérant que l'administration soulève l'unique moyen de l'irrecevabilité du recours tiré du non respect par la requérante de la règle de la décision préalable en ce que cette dernière a manqué de lier le contentieux.

Considérant que la requérante sollicite d'une part l'annulation de l'arrêté 2002/n°2/106/DEP-ATL/CAB/SAD du 22 mars 2002 et d'autre part la condamnation de l'administration au paiement de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts.

Considérant que l'Agent Judiciaire du Trésor (AJT), pour le compte de l'administration, soulève l'irrecevabilité de ce recours au motif qu'en droit du contentieux administratif, la règle de la décision préalable impose au requérant qui veut former un recours devant le juge administratif, de susciter au préalable une décision de l'administration ;

Qu'il soutient également qu'en matière de plein contentieux, l'administré est tenu de soumettre toutes ses prétentions à l'Administration avant la saisine du Juge administratif ;



Qu'il estime que dans le cas d'espèce, la requérante a seulement demandé l'annulation de l'arrêté préfectoral sans formuler une quelconque demande d'indemnisation ;

Qu'elle est mal fondée à réclamer devant le juge administratif statuant en plein contentieux, la condamnation de l'Etat, solidairement avec la commune de Cotonou, à la somme de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA.

Considérant que le recours tend à l'annulation de l'arrêté préfectoral n°2/106 du 22 mars 2002 et à la condamnation de l'Administration à la somme de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA à titre de réparation du préjudice qu'aurait subi la requérante.

Considérant que ce recours en réparation de préjudice fondé sur l'irrégularité d'une décision dont l'annulation est par ailleurs sollicitée, doit s'analyser comme un recours de plein contentieux.

Considérant qu'en matière de contentieux de pleine Juridiction, le recours administratif préalable opère liaison du contentieux en ce que, en cas de recours au Juge, le litige se trouve concrétisé et délimité par ce qui a été demandé par le requérant à l'autorité administrative.

Considérant que le recours contentieux de l'espèce a été précédé d'un recours administratif en date à Cotonou du 4 juillet 2007, adressé à madame le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral ;

Mais que nulle part dans ledit recours administratif portant en objet « recours gracieux », la requérante n'a précisé et sollicité du Préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral, aucune somme d'argent de montant chiffré en réparation des préjudices qu'elle estime avoir subis ;

Qu'elle s'est contentée, après avoir rappelé les faits, d'écrire dans sa lettre adressée au Préfet ce qui suit : « c'est pourquoi je vous prie très respectueusement d'annuler ou de faire annuler l'arrêté préfectoral n°2/106 du 22 mars 2002 qui me porte gravement préjudice. » ;

Que dans ces conditions, il y a lieu de déclarer ledit recours irrecevable pour défaut de liaison du contentieux.



PAR CES MOTIFS,**DECIDE :**

Article 1^{er} : Le recours de plein contentieux en date à Cotonou du 14 novembre 2007 de maître Antoine-Marie Claret BEDIE, tendant à l'annulation de l'arrêté préfectoral 2002/n°2/106/DEP-ATL/CAB/SAD du 22 mars 2002 et à la condamnation solidaire de l'Etat béninois et de la Commune de Cotonou au paiement de la somme de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA, est irrecevable.

Article 2 : Les frais sont mis à la charge de la requérante.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre administrative) composée de :

Etienne FIFATIN, conseiller à la Chambre administrative,

PRESIDENT ;

Isabelle SAGBOHAN

Et

Etienne S. AHOUANKA

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi sept juin deux mille dix-sept, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Nicolas P. BIAO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Géoffroy M. DEKPE,

GREFFIER ;

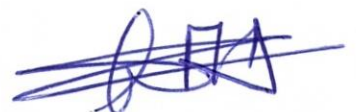
Et ont signé :

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier,



Etienne FIFATIN



Géoffroy M. DEKPE

17